

CABINET MEDICAL EWERT ET MEYERS S.C.I.

société civile

L-8283 Kehlen, 2A, rue de Nospelt

Constitution d'une société civile immobilière

du 3 janvier 2017

No : 5 /2017

L'an deux mille dix-sept, le trois janvier.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu :

1) Monsieur Vincent **MEYERS**, médecin généraliste, né à Luxembourg, le 20 juin 1974 (numéro d'identification 1974 0620 15374), demeurant à L-8041 Strassen, 120, Rue des Romains,

lequel est ici représenté par Madame Manette Marie-Claire EWERT, ci-après nommée, sur base d'une procuration sous seing privé, qui, après avoir été signée « ne varietur » par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

2) Madame Manette Marie-Claire **EWERT**, médecin généraliste, née à Luxembourg, le 2 juillet 1977 (numéro

d'identification 1977 0702 10309), demeurant à L-8235 Mamer, 5, Route de Kehlen.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière que les parties déclarent constituer entre eux :

Titre I. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Article premier.- Il est formé par les présentes une société civile immobilière qui prendra la dénomination suivante : « CABINET MEDICAL EWERT ET MEYERS S.C.I. ».

Article deux.- Le siège social est établi à Kehlen. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Article trois.- La société a pour objet l'acquisition, l'aménagement, la mise en valeur, la location, et la gestion d'immeubles, sans préjudice de toutes autres activités nécessaires ou utiles, susceptibles de favoriser soit directement, soit indirectement, la réalisation de cet objet.

Article quatre.- La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Apports, Capital, Parts Sociales

Article cinq.- Le capital social est fixé à trois mille euros (3.000,- €), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de trente euros (30,- €) chacune.

Les cent parts sociales sont souscrites par les associés comme suit

1) Monsieur Vincent MEYERS, 50 parts

2) Madame Manette Marie-Claire EWERT, 50 parts

Total : cent parts sociales.....100 parts

Toutes ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trois mille euros (3.000,- €) se trouve désormais à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Article six.- La cession des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant les dispositions de l'article 1690 du Code Civil. Les parts seront librement cessibles entre associés. Elles ne pourront être cédées à des tiers non associés

qu'avec l'agrément des associés possédant les trois quarts des parts sociales.

Article sept.- Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Article huit.- Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient vis-à-vis des créanciers de la société, les associés sont tenus de ces dettes conformément à l'article 1863 du Code Civil.

Dans tous les actes qui contiendront des engagements au nom de la société, les gérants devront, sauf accord contraire et unanime des associés, sous leur responsabilité, obtenir des créanciers une renonciation formelle au droit d'exercer une action personnelle contre les associés, de telle sorte que lesdits créanciers ne puissent intenter d'action et de poursuite que contre la présente société et sur les biens qui lui appartiennent.

Article neuf.- La société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, mais elle continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés. L'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un ou de plusieurs des associés ne mettent pas fin à la société, qui continuera entre les autres associés, à l'exclusion du ou des associés en état d'interdiction, de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Titre III. Administration de la société

Article dix.- La société est gérée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Titre IV. Assemblée générale, Année sociale

Article onze.- Les associés se réunissent chaque année en assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Article douze.- Tous les associés ont le droit d'assister aux assemblées générales, et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé. Lorsque l'assemblée est appelée à délibérer dans des cas autres que ceux prévus à l'article 15.- ci-après, elle doit être composée d'associés représentant les deux tiers au moins. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée à nouveau et elle délibère valablement quel que soit le nombre des parts représentées, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Article treize.- Les délibérations sont prises à la majorité des voix des associés présents, sauf pour ce qui est stipulé à l'article 15. Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente de parts sans limitation.

Article quatorze.- L'assemblée générale ordinaire entend le rapport du ou des gérants sur les affaires sociales; elle discute, approuve et redresse les comptes.

Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Article quinze.- L'assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts, quelles qu'en soient la nature et l'importance.

Elle peut décider notamment :

- L'augmentation ou la réduction du capital social et la division afférente en parts sociales.

- La dissolution de la société, sa fusion ou alliance avec d'autres sociétés par intérêts ou par actions, constituées ou à constituer.
- La transformation de la société en société de toute autre forme.
- L'extension ou la restriction de l'objet social.
- La nomination de gérants.

Mais dans les divers cas prévus ci-dessus, l'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si la majorité des associés possédant les trois quarts des parts sociales, sont présents.

Article seize.- L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente-et-un décembre deux mille dix-sept.

Titre V. Dissolution, Liquidation

Article dix-sept.- En cas de dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport à une autre société, civile ou commerciale, de la totalité ou d'une partie des biens, droits et obligations de la société dissoute, ou de la cession à une société ou à toute autre personne de ces mêmes droits, biens et obligations.

L'assemblée générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner décharge au liquidateur.

Le produit net de la liquidation, après le règlement des engagements sociaux, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées par chacun d'eux.

Titre VI. Dispositions générales

Article dix-huit.- Les articles 1832 à 1872 du Code Civil, ainsi que la loi du dix-huit août mille neuf cent-quinze et ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes :

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée :
 - Monsieur Vincent MEYERS, pré-qualifié,
 - Madame Manette Marie-Claire EWERT, pré-qualifiée.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

2. Le siège social de la société est fixé à L-8283 Kehlen, 2A Rue de Nospelt.

Dont acte.

Passé à Remich.

Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue connue à la comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénoms usuels, état et demeure, elle a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

(Signé) M. M.-C. EWERT, Patrick SERRES

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 janvier 2017

Relation : GAC/2017/263

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) G. SCHLINK

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations.

Remich, le 16 janvier 2017